

juin 14 89

CONGRÈS

DES

AMIS DE LA PAIX UNIVERSELLE

Réuni à Paris en 1849.

COMPTE-RENDU, SÉANCES DES 22, 23, 24 AOUT; — RÉOLUTIONS ADOPTÉES;
DISCOURS DE MM. VICTOR HUGO, VISSCHERS, RÉV. JOHN BURNETT; RÉV. ASA MAHAN, de l'Ohio;
HENRI VINCENT, de Londres; ATH. COQUEREL; SURINGAR, d'Amsterdam;
FRANCISQUE BOUVET, ÉMILE DE GIRARDIN; EWART, membre du Parlement; FRÉDÉRIC BASTIAT,
RICHARD COBDEN, ELIHU BURRITT, DEGUERRY; AMASA WALKER, de Massachussets;
CH. HINDLEY, membre du Parlement, etc., etc. ;
COMPTE-RENDU D'UNE VISITE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, DE TROIS MEETINGS EN ANGLETERRE;
STATISTIQUE DES MEMBRES DU CONGRÈS, etc. ;

PRÉCÉDÉ

D'UNE NOTE HISTORIQUE SUR LE MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA PAIX.

PAR M. JOSEPH GARNIER.

PARIS,

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET C^e,

Editeurs du Journal des Economistes, de la Collection des principaux Economistes,
du Dictionnaire du Commerce et des Marchandises, etc.

Rue Richelieu, 14.

—
1850



TYPOGRAPHIE HENNUYER ET C^e, RUE LEMERCIER, 24. BATIGNOLLES.

NOTE

sur

LE MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA PAIX.

L'agitation en faveur de la paix, qui a pris, depuis quelques années, un développement si remarquable, a été inspirée par les guerres qui ont ensanglanté l'Europe au commencement de ce siècle. C'est aux Etats-Unis et en Angleterre, au sein de la laborieuse et bienveillante secte des quakers, que l'idée de la paix universelle a trouvé ses premiers propagateurs ardents et dévoués. Le mouvement s'est transmis à leurs coreligionnaires des deux pays, et peu à peu on a vu y prendre successivement part des philanthropes éclairés, des pasteurs d'églises protestantes, des poètes éminents, des économistes, des membres du clergé catholique, des publicistes et des hommes d'Etat, parmi lesquels il nous suffira de nommer M. Richard Cobden, l'illustre chef de la ligue dont les efforts ont provoqué la réforme économique et financière en Angleterre, et si puissamment contribué, non-seulement à la prospérité de son pays, mais encore à la paix du monde.

Le Congrès de Paris a montré aux yeux de l'observateur attentif l'importance de ce mouvement, qui tend à mettre enfin en pratique les vérités déposées dans le cœur des hommes par la religion, prouvées à leur raison par la philosophie, démontrées conformes à leurs intérêts individuels ou nationaux, comme à ceux de l'humanité tout entière, par l'économie politique. Dès ce moment, l'utopie de l'abbé de Saint-Pierre commence à être prise au sérieux : un sentiment encore vague, mais cependant très-positif, semble dire aux populations, malgré les guerres récentes, ou plutôt à cause de ces guerres, que le temps est venu de songer à l'affermissement définitif de la paix. Déjà, parmi les hommes politiques qui ont la prétention de diriger les affaires de ce monde, il en est qui se demandent si le remède à bien des complications, à bien des misères, ne se trouve pas en partie dans la renonciation complète et absolue à l'ambition, à la conquête, à l'intervention armée ; dans la solution des différends internationaux par la voie pacifique ; dans la diminution des dépenses de guerre et de marine : toutes choses qui, après avoir été « le rêve d'un homme de bien », finiront par constituer le gros sens commun des nations.

Le mouvement des amis de la paix date de 1814, époque à laquelle un homme par eux vénéré, le docteur Noah Worcester, des Etats-Unis, publia un examen du système de la guerre : *Solemn review of the custom of the war*. Peu de temps après, en août 1815, au retentissement du canon de Waterloo, quelques lecteurs de cet écrit fondèrent la première Association des amis de la paix, *the New-York peace Society*, et presque simultanément des Sociétés analogues dans les Etats de l'Ohio et du Massachussets.

Dans cette même année 1815, un journal anglais, *the Philanthropist*, publiait un article dans les mêmes sentiments que l'écrivit Worcester, et préluait à la formation de la Société de la paix de Londres (11 juin 1816), qui célébrait en mai dernier, dans un meeting public, son trente-quatrième anniversaire. Chose digne de remarque, c'est qu'il est à peu près certain que ces Sociétés se formèrent, celle-là en Amérique, celle-ci en Angleterre, sans que l'une ait eu connaissance de l'autre. Ce phénomène est assez commun dans l'histoire du progrès humain. Longtemps une idée fermente d'une manière latente dans l'humanité, et puis, un beau jour, on la voit surgir et se manifester presque en même temps par l'initiative de quelques hommes d'élite.

Ces deux Sociétés mères une fois fondées, leur action se porta sur la création de plusieurs autres Sociétés correspondantes ; des meetings eurent pour objet d'en faire connaître l'existence et les principes ; des concours furent ouverts ; des milliers de brochures ou traités furent distribués ; des missionnaires parcoururent de temps en temps différents pays. Le célèbre docteur Bowring a été de ce nombre.

Les nobles sentiments qui avaient dirigé les fondateurs de cette Société inspirèrent aussi à quelques hommes de bien la création de la Société de la morale chrétienne à Paris, en 1821, au sein de laquelle fut constitué plus tard, en 1841, un Comité de la paix. En 1830, M. de Sellon, un des citoyens les plus estimables et les plus respectés de la Suisse, établit aussi une Société à Genève, et éleva une colonne sur les bords du lac Léman, en souvenir de cet heureux événement.

Un petit nombre d'autres Sociétés prirent naissance sur quelques autres points en Europe. A Paris, ce ne fut qu'en 1847 que MM. Francisque Bouvet, Ziegler et d'autres songèrent à en fonder une spécialement consacrée à la grande question de la paix ; mais leurs efforts se sont trouvés, dès le début, arrêtés par l'agitation politique et la suspension du droit de réunion.

Les Amis de la Paix eurent l'idée de faire un Congrès à Londres, en 1843. Des délégués de toutes les Sociétés d'Irlande, d'Ecosse et d'Angleterre se rendirent à cette réunion présidée par M. Ch. Hindley, membre du Parlement. Il en vint aussi des Etats-Unis. Un seul Français y assistait, c'était M. Larocheaucault-Liancourt, président de la Société de la morale chrétienne. Dans ce Congrès, on adopta la proposition d'une adresse à tous les gouvernements civilisés, pour les prier d'introduire dans leurs traités une clause par laquelle ils s'engageraient, en cas de dissentiment, à s'en rapporter à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies. Cette adresse fut présentée notamment au roi Louis-Philippe, qui fit un excellent accueil aux délégués du Congrès. « La paix, leur dit-il, est le besoin de tous les peuples, et, grâce à Dieu, la guerre coûte beaucoup trop aujourd'hui pour s'y engager sou-
« vent, et je suis persuadé qu'un jour viendra où, dans le monde civilisé, on ne
« la fera plus. » Au mois de janvier 1844, la même adresse fut présentée au président des Etats-Unis par M. Beckwith, secrétaire de la Société de paix d'Amérique. Le président fit remarquer aux délégués que la tendance naturelle des gouvernements populaires était de maintenir la paix. « Que le peuple soit instruit, dit-il, et
« qu'il jouisse de ses droits, et il demandera la paix, comme indispensable à sa
« prospérité. »

Cette manifestation donna une nouvelle force à l'action des Amis de la Paix tant en Angleterre qu'aux Etats-Unis. Dans ce dernier pays, venait de se révéler un

de ces apôtres que la foi pénètre et qui font pénétrer la foi chez les autres hommes. Elihu Burritt quittait le métier de forgeron pour se livrer à l'étude et consacrer ensuite sa vie à la propagation des sentiments de fraternité qui débordaient son âme.

La propagande écrite et parlée d'Elihu Burritt communiqua encore une vie nouvelle aux Amis de la Paix des Etats-Unis ; et lorsqu'il vint en Europe, en 1848, rattacher par de nouveaux liens les paisibles confédérés de l'Amérique avec ceux de l'ancien monde, il donna au mouvement cette impulsion qui a appelé l'attention du monde entier.

Accueilli avec enthousiasme par les Amis de la Paix de l'Angleterre, M. Elihu Burritt, en compagnie de M. Henri Richard, non moins dévoué que lui à cette grande cause, se rendirent à Paris dans le printemps de 1848 pour organiser au sein de notre capitale un Congrès semblable à celui qui avait eu lieu à Londres en 1843. L'état de la France, et surtout les journées de Juin, les firent renoncer à ce projet et les engagèrent à convoquer les Amis de la Paix à Bruxelles, où ils trouvèrent la bienveillance empressée du gouvernement, celle de M. Rogier, ministre de l'intérieur, en particulier, et le dévouement de M. Visschers, conseiller aux mines.

Ce second Congrès de la paix eut lieu les 20, 21 et 22 septembre, sous la présidence de M. Visschers, dans la salle de la Société royale de la grande Harmonie. Cent soixante délégués anglo-américains, dont trente dames, vinrent d'Angleterre pour y assister. Ils avaient à leur tête le vénérable M. Joseph Sturge, un des hommes qui ont le plus contribué par leur influence, leurs efforts et leur bourse à l'émancipation des esclaves. Après une remarquable discussion à laquelle prirent part MM. Ewart, membre du Parlement, Henri Vincent, de Londres, Suringar, d'Amsterdam, Roussel, de Bruxelles, Francisque Bouvet, représentant à l'Assemblée constituante de France, etc., la réunion adopta quatre propositions principales relatives : à la condamnation de la guerre, à l'établissement d'une juridiction suprême pour les nations, à la rédaction d'un Code international et au désarmement général.

Ces résolutions furent présentées le 30 octobre suivant, par une députation du Congrès, à lord John Russell, premier ministre de la Grande-Bretagne. Lord John Russell applaudit beaucoup à la pensée qui avait présidé à la formation du Congrès de la paix, et insista sur ce point, que si, en cas de différend avec une nation, celle-ci proposait à la Grande-Bretagne d'en référer à un arbitrage, le gouvernement anglais croirait toujours de son devoir de prendre en sérieuse considération une semblable demande¹.

Il est vrai que depuis lord Palmerston n'a pas tenu la promesse de son collègue ; mais il est vrai aussi, et c'est là un symptôme bien consolant pour les amis de la civilisation, que la plus grande partie de l'opinion publique l'a vivement blâmé, et qu'il aurait été obligé de quitter son portefeuille s'il n'avait été protégé par le besoin généralement compris de maintenir intacte l'administration actuelle. On ne saurait trop le répéter, aujourd'hui la masse du peuple anglais veut sincèrement la paix. Elle comprend tout ce qu'il y a eu d'horrible pour l'humanité en général, et de désastreux pour elle en particulier, dans la politique suivie par son gouvernement à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci². A l'appui de cette

¹ Voir le compte-rendu publié à Bruxelles. Broch. in-8°, 1849 ; chez Guillaumin.

² Voir plus loin le compte-rendu de trois meetings considérables, à Londres, Manchester et Birmingham.

assertion, nous citerons l'accueil enthousiaste que reçoivent les Amis de la Paix, soit dans leurs meetings spéciaux, soit dans ceux où l'on s'occupe des réformes financières et des moyens de diminuer les charges publiques, soit dans ceux qui ont pour but de détourner les citoyens de souscrire les emprunts qui alimentent les passions et les préjugés guerriers, soit enfin dans ceux où la population de la Grande-Bretagne a été appelée contre la conduite barbare de quelques agents du gouvernement dans les mouvements insurrectionnels qui ont récemment éclaté à Ceylan et dans les îles Ioniennes.

Les membres du Congrès de Bruxelles s'ajournèrent à Paris pour l'année suivante. Dans le courant de juin 1849, MM. Elihu Burritt et M. Henri Richard, secrétaire de la Société de la paix de Londres, arrivèrent à Paris pour préparer le futur Congrès. Ils reçurent un excellent accueil de la part des membres de la Société de la morale chrétienne, de la Société d'économie politique, de la Société d'économie charitable, et des notabilités de la presse et du gouvernement. Bien que le droit de réunion fût encore suspendu, par suite de l'état de siège, M. Dufaure, ministre de l'intérieur, s'empressa de donner son autorisation au Congrès. Grâce à leurs efforts, auxquels ils voulurent associer l'auteur de cette note, toutes choses se trouvèrent disposées pour le Congrès.

Le 22 août, à midi, le Congrès s'ouvrait dans la jolie salle Sainte-Cécile (Chaussée d'Antin), qui avait été artistement ornée pour la circonstance. Derrière le bureau du président et autour de l'enceinte réservée aux Amis de la Paix, on avait disposé en faisceaux fraternels les drapeaux de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Belgique, de la Hollande, etc. La réunion, composée, en grande partie, des délégués des Sociétés des Amis de la Paix de l'Angleterre, des Etats-Unis et des autres nations étrangères, présentait l'aspect le plus pittoresque. On y distinguait les quakers à leur habit noir au collet relevé, à leurs chapeaux aux larges bords, et mieux encore, à leur physionomie fine et bienveillante. Dans les tribunes, on remarquait aussi quelques jolis visages de quakeresses, emprisonnés dans d'énormes chapeaux gris, dépourvus de tout ornement. Les places réservées aux visiteurs étaient envahies par une affluence considérable. On comptait dans la salle vingt-trois délégués américains, vingt-un des Etats-Unis, un de Montréal, un de Guatemala; parmi eux se trouvaient deux anciens esclaves; un de ces délégués avait fait plus de sept cents lieues dans les terres, pour venir s'embarquer à New-York. Les membres anglais du Congrès, la plupart délégués par des villes ou des réunions convoquées à cet effet, étaient au nombre de plus plus de trois cents. On comptait deux cent trente Français, vingt-trois Belges, et un petit nombre de Suédois, d'Allemands, d'Italiens, d'Espagnols. Dans l'enceinte réservée au public, se pressaient plus de deux mille personnes, dont trois cents visiteurs anglais venus spécialement pour le Congrès, en compagnie des délégués.

Cette assemblée a fait l'admiration de ceux qui y ont assisté; le retentissement que ses discussions produisirent fut grand dans Paris, et étonna singulièrement ceux qui n'avaient voulu d'abord voir dans cette manifestation qu'une excentricité de philanthropes.

La presse reproduisit tout au long ces discussions; et avec les magnifiques discours de Victor Hugo, de Richard Cobden, du pasteur Athanase Coquerel, du R. John Burnett, de l'abbé Deguerry, de Henri Vincent, cet ancien contre-maître de Man-

chester devenu un des hommes les plus éloquents de l'Angleterre, et de l'éminent publiciste Émile de Girardin, etc., la parole de paix circula dans le monde entier, et jeta dans toutes les âmes des semences fécondes que l'avenir verra lever.

Le Congrès de Paris a renouvelé, en les pressant encore davantage, les vœux du Congrès de Bruxelles, déjà émis par des centaines de meetings, en Amérique et au delà de la Manche, savoir : « Que, la paix pouvant seule garantir les intérêts moraux et matériels des peuples, le devoir de tous les gouvernements est de soumettre à un arbitrage les différends qui s'élèvent entre eux, et de respecter les décisions des arbitres qu'ils auront choisis ; — Qu'il est utile d'appeler l'attention immédiate de tous les gouvernements sur la nécessité d'entrer, par une mesure générale et simultanée, dans un système de désarmement, afin de réduire les charges des Etats et en même temps faire disparaître une cause permanente d'inquiétude et d'irritation entre les peuples ; — Et qu'il est temps de préparer l'opinion publique, dans tous les pays, à la formation d'un Congrès des nations, dont l'unique objet serait la rédaction de lois internationales et la constitution d'une Cour suprême à laquelle seraient soumises toutes les questions qui touchent aux droits et aux devoirs réciproques des nations. » En outre, le Congrès, renfermant plusieurs hommes pratiques, a énergiquement repoussé les emprunts et les impôts destinés à alimenter les guerres d'ambition et de conquête. S'il n'a pas compris dans sa réprobation toutes les autres guerres, c'est que la majorité, composée d'étrangers, a voulu éviter qu'il fût fait allusion aux événements du moment, et notamment à l'intervention armée de la France à Rome.

Le Congrès a recommandé à tous ses membres de travailler, dans leurs pays respectifs, à faire disparaître, et par une meilleure éducation de la jeunesse, et par toute autre voie, les préjugés politiques et les haines héréditaires qui ont été si souvent causes de guerres désastreuses. Il a adressé la même invitation à tous les ministres des cultes revêtus de la sainte mission de nourrir les sentiments de concorde parmi les hommes, ainsi qu'aux divers organes de la presse qui agit si puissamment sur le développement de la civilisation. Enfin il a fait des vœux pour le perfectionnement des voies de communication internationale, pour l'extension de la réforme postale, pour la généralisation des mêmes types de poids, de mesures et de monnaies, pour la multiplication des Sociétés de la paix, qui seraient appelées à correspondre entre elles.

On s'est étonné que le Congrès n'ait pas compris dans ses vœux la réforme des tarifs qui ont été la cause directe ou indirecte de tant de guerres ; mais la réunion n'a pas voulu que la discussion se fixât sur les questions commerciales, afin d'éviter tout prétexte aux diatribes des prohibitionnistes, qui auraient signalé dans le Congrès de la paix le cheval de Troie du libre échange.

On demande souvent quel résultat pratique pourra être obtenu par l'influence de ces associations et de ces Congrès. Mais n'est-ce pas déjà un grand et admirable résultat d'avoir réuni fraternellement des représentants éminents de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Hollande et de l'Allemagne, ces nations naguère ennemies ? N'est-ce pas un admirable résultat d'avoir fait applaudir l'idée de la paix dans le principal foyer de l'esprit de la guerre ? N'est-ce pas un admirable résultat que l'acclamation de l'archevêque de Paris comme président d'une assemblée, composée en grande partie de quakers et de protestants ? Lorsque l'opinion sera gagnée à

la cause de la paix, les gouvernements ne pourront plus faire la guerre, et cette grande cause de barbarie et de misère ne pèsera plus sur l'humanité. Or, le Congrès de Paris a exercé sur l'opinion une influence notoire, et par conséquent il a atteint le résultat le plus important et le plus *pratique* qu'il pût souhaiter d'atteindre.

Mais ce qui prouve que les Amis de la Paix ne sont pas aussi utopistes qu'on pense, et que tous les hommes sérieux dans la politique avouent tout bas que le système suivi jusqu'à ce jour des nombreuses armées, des grandes flottes, des gros budgets, des dettes progressives, ne peut durer ; c'est qu'après avoir épuisé les forces ou irrité les populations au sujet d'un différend, ils ont recours à des espèces d'arbitrages, et finissent par où les Amis de la Paix leur conseillent de commencer !

Déjà les pouvoirs publics ont eu leur attention éveillée sur les questions agitées au Congrès de la paix, et plus d'une fois ils ont écouté avec intérêt des propositions d'arbitrage et de désarmement. En 1844, la législature de l'Etat de Massachussets a déclaré solennellement que l'arbitrage devait remplacer le duel entre les nations, et a invité le Congrès de l'Union à prendre l'initiative de la formation d'un Congrès universel. Cette proposition était introduite, il y a deux ans, par M. Amos Turk, au sein de la Chambre des représentants, et par M. Francisque Bouvet, au sein de l'Assemblée Constituante de France. En 1849 (juin) une motion analogue de M. Richard Cobden, appuyée de mille pétitions couvertes de deux cent mille signatures, était soutenue par soixante-dix-neuf voix (sur 255) : soixante-dix-neuf voix au sein de l'Assemblée politique la plus pratique, dans laquelle il n'y avait eu, il y a dix ans, que 14 voix en faveur de la motion de M. Villiers pour la réforme des lois céréales obtenue en 1846 ! Quant à la question des armements et des dépenses ruineuses qu'ils entraînent, elle s'impose d'elle-même à tous les gouvernements et à toutes les Assemblées publiques, au moins une fois l'an, quand il s'agit de compter avec le contribuable.

En résumé, les seuls arguments qu'on oppose aux Amis de la Paix sont tirés de la force des préjugés et de la difficulté de les vaincre. Eh bien ! grâce à Dieu, l'histoire de l'humanité prouve que les préjugés ne sont pas éternels.

JOSEPH GARNIER.

CONGRÈS A PARIS

DES

AMIS DE LA PAIX UNIVERSELLE

PREMIÈRE SÉANCE.

Mercredi 22 août 1849. — Présidence de M. Victor Hugo.

Bien que la séance du Congrès ne dût commencer qu'à midi, il y avait dès onze heures une affluence considérable dans la salle, à tel point que le tapissier n'a pas eu, ce jour-là, le temps de disposer convenablement tous les sièges. Plusieurs personnes sans carte attendaient dans la cour de l'hôtel et même dans la rue de la Chaussée-d'Antin où stationnaient quelques officiers de police.

A midi précis les membres du Comité d'organisation, réunis chez M. Coquerel, se sont rendus à la salle Sainte-Cécile qui est très-rapprochée de son domicile.

Aux membres du Comité présents, MM. Francisque Bouvet, Coquerel, l'abbé Deguerry, Victor Hugo, Ch. Hindley, Visschers, Ewart, Cobden, le Rév. Richard, Joseph Sturge, E. Burritt, Joseph Garnier, s'étaient joints plusieurs autres membres du Congrès.

Lorsque les membres du Comité se présentent sur la plate-forme, ils sont accueillis par des hurrahs et des applaudissements réitérés.

M. JOSEPH GARNIER, chargé des fonctions de secrétaire, monte à la tribune; un silence profond s'établit.

Messieurs, dit-il, c'est comme secrétaire du Comité d'organisation et par ses ordres que je me présente le premier à cette tribune. Je dois d'abord vous donner connaissance des noms des membres du Congrès présents ou adhérents. Deux listes de membres ont été faites; une qui contient les noms des membres américains et anglais; une autre qui contient les noms des membres qui se sont fait inscrire au secrétariat du Congrès, et qui renferme les noms des membres français et ceux de quelques membres des autres pays, présents ou adhérents.

MM. Richard, Burritt et moi allons successivement donner connaissance au Congrès de ces diverses listes.

M. RICHARD lit, au milieu des applaudissements, la liste des plus notables membres de la délégation anglaise, ainsi que celle des villes d'Angleterre qui ont voulu être représentées au Congrès.

M. ELIHU BURRITT paraît également à la tribune pour donner connaissance des noms des délégués américains qui ont traversé les mers pour prendre part aux travaux du Congrès. A sa vue, les hurrahs et les applaudissements éclatent de toutes parts.

M. JOSEPH GARNIER lit ensuite une partie de la liste des membres, dressée au secrétariat du Congrès. Plusieurs voix demandent l'impression de la seconde partie de cette liste.

L'orateur continuant : Messieurs, pour faciliter aux membres du Congrès l'installation de l'Assemblée et pour éviter la perte d'un temps très-précieux, le Comité, sur le désir de beaucoup d'entre vous, m'a chargé de vous donner connaissance du bureau qui présidera à vos travaux, s'il obtient votre assentiment. (Approbation générale.)

Messieurs, le Comité d'organisation vous propose pour président **M. Victor Hugo**, représentant du peuple à l'Assemblée législative de France. (Bravos et applaudissements prolongés.)

Le Comité d'organisation vous propose pour vice-présidents :

Pour la France : **MM. l'abbé Deguerry**, curé de la Madeleine, et **M. le pasteur Athanase Coquerel**, représentant du peuple. (Les bravos et les applaudissements recommencent.)

Pour l'Angleterre : **M. Richard Cobden** et **M. Charles Hindley**, membres du Parlement. (Toute la salle se lève, les chapeaux et les mouchoirs s'agitent de toutes parts; on entend plusieurs fois au milieu des applaudissements, les cris : Hip! hip! hip! Hurrah!)

Pour la Belgique : **M. Auguste Visschers**, conseiller des mines, président du dernier Congrès tenu à Bruxelles. (Vifs applaudissements.)

Pour la Hollande : **M. Suringar**, vice-président du Congrès de Bruxelles; pour l'Allemagne : **M. le docteur Carové**, d'Heidelberg. (Nouveaux applaudissements.)

Pour les Etats-Unis : **M. Amasa Walker**, de la législature de Massachusetts, et **M. Durkee**, membre du Congrès de l'Union, qui a fait sur le continent américain sept cents lieues pour venir s'embarquer à New-York et se rendre au milieu de vous. (Applaudissements et bravos prolongés.)

Les membres du bureau prennent place; les applaudissements recommencent.

M. VISSCHERS. Messieurs, pour compléter le bureau, nous avons l'honneur de vous proposer pour secrétaires :

MM. Elihu Burritt, Joseph Garnier, Henri Richard et Ziegler. (Bravo! bravo! Applaudissements.)

M. VICTOR HUGO, président, se lève. (Profond silence.)

Messieurs, beaucoup d'entre vous viennent des points du globe les plus éloignés, le cœur plein d'une pensée religieuse et sainte. Vous comptez dans vos rangs des publicistes, des philosophes, des ministres des cultes chrétiens, des écrivains éminents, plusieurs de ces hommes considérables, de ces hommes publics et populaires qui sont les lumières de leur nation. (Applaudissements.) Vous venez ajouter aux principes qui dirigent aujourd'hui les hommes d'Etat, les gouvernants, les législateurs, un principe supérieur. Vous venez tourner en quelque sorte le dernier et le plus auguste feuillet de l'Évangile, celui qui impose la paix aux enfants du même Dieu, et, dans cette ville qui n'a encore décrété que la fraternité des citoyens, vous venez proclamer la fraternité des hommes. (Bravo! bravo!)

Soyez les bienvenus!...

Messieurs, cette pensée religieuse, la paix universelle, toutes les nations liées entre elles d'un lien commun, l'Évangile pour loi suprême, la médiation substituée à la guerre, cette pensée religieuse est-elle une pensée pratique? Cette idée sainte est-elle une idée réalisable? Beaucoup d'esprits positifs, comme on dit aujourd'hui, beaucoup d'hommes politiques vieillés dans le maniement des affaires, répondent non. Moi, je réponds avec vous, je réponds sans hésiter, je réponds : oui (Applaudissements), et je vais essayer de le prouver tout à l'heure.

Je vais plus loin ; je ne dis pas seulement : c'est un but réalisable, je dis : c'est un but inévitable ; on peut en retarder ou en hâter l'avènement, voilà tout.

La loi du monde n'est pas et ne peut pas être distincte de la loi de Dieu. Or, la loi de Dieu, ce n'est pas la guerre, c'est la paix. (Applaudissements.) Les hommes ont commencé par la lutte, comme la création par le chaos. (Bravo! bravo!) D'où viennent-ils? De la guerre; cela est évident. Mais où vont-ils? À la paix; cela n'est pas moins évident.

Quand vous affirmez ces hautes vérités, il est tout simple que votre affirmation rencontre la négation; il est tout simple que votre foi rencontre l'incrédulité; il est tout simple que dans cette heure de nos troubles et de nos déchirements, l'idée de la paix universelle surprenne et choque presque comme l'apparition de l'impossible et de l'idéal; il est tout simple que l'on aie à l'utopie; et, quant à moi, humble et obscur ouvrier dans cette grande œuvre du dix-neuvième siècle, j'ai accepté cette résistance des esprits sans qu'elle m'étonne ni me décourage. Est-il possible que vous ne fassiez pas détourner les têtes et fermer les yeux dans une sorte d'éblouissement, quand, au milieu des ténèbres qui pèsent encore sur nous, vous ouvrez brusquement la porte rayonnante de l'avenir? (Applaudissements.)

Messieurs, si quelqu'un, il y a quatre siècles, à l'époque où la guerre existait de communauté à commune, de ville à ville, de province à province, si quelqu'un eût dit à la Lorraine, à la Picardie, à la Normandie, à la Bretagne, à l'Auvergne, à la Provence, au Dauphiné, à la Bourgogne : un jour viendra où vous ne vous ferez plus la guerre, un jour viendra où vous ne lèverez plus d'hommes d'armes les uns contre les autres, un jour viendra où l'on ne dira plus : les Normands ont attaqué les Picards, les Lorrains ont repoussé les Bourguignons; vous aurez bien encore des différends à régler, des intérêts à débattre, des contestations à résoudre, mais savez-vous ce que vous mettrez à la place des hommes d'armes, savez-vous ce que vous mettrez à la place des gens de pied et de cheval, des canons, des fauconneaux, des lances, des piques, des épées? vous mettrez une petite botte de sapin que vous appellerez l'urne du scrutin, et de cette botte il sortira, quoi? une assemblée! une assemblée en laquelle vous vous sentirez tous vivre, une assemblée qui sera comme votre âme à tous, un concile souverain et populaire, qui décidera, qui jugera, qui résoudra tout en loi, qui fera tomber le glaive de toutes les mains, et surgira la justice dans tous les cœurs; qui dira à chacun : Là finit ton droit,

ici commence ton devoir ; bas les armes ! vivez en paix ! (Applaudissements.) Et ce jour-là vous vous sentirez une pensée commune , des intérêts communs , une destinée commune ; vous vous embrasserez , vous vous reconnaîtrez fils du même sang et de la même race ; ce jour-là vous ne serez plus des peuplades ennemies , vous serez un peuple ; vous ne serez plus la Bourgogne , la Normandie , la Bretagne , la Provence , vous serez la France ; vous ne vous appellerez plus la guerre , vous vous appellerez la civilisation !

Si quelqu'un eût dit cela à cette époque , messieurs , tous les hommes sérieux et positifs , tous les gens sages , tous les grands politiques d'alors se fussent écriés : « Oh ! le songeur ! Oh ! le rêve-creux ! Comme cet homme connaît peu l'humanité ! Que voilà une étrange folie et une absurde chimère ! » — Messieurs , le temps a marché , et il se trouve que ce rêve , cette folie , cette chimère , c'est la réalité .

Et , j'insiste sur ceci , l'homme qui eût fait cette prophétie sublime eût été déclaré fou par les sages , pour avoir entrevu les desseins de Dieu !

Eh bien ! vous dites aujourd'hui , et je suis de ceux qui disent avec vous tous , nous qui sommes ici , nous disons à la France , à l'Angleterre , à la Prusse , à l'Autriche , à l'Espagne , à l'Italie , à la Russie , nous leur disons :

Un jour viendra où les armes vous tomberont des mains , à vous aussi ; un jour viendra où la guerre paraîtra aussi absurde et sera aussi impossible entre Paris et Londres , entre Pétersbourg et Berlin , qu'elle serait impossible et qu'elle paraîtrait absurde aujourd'hui entre Rouen et Amiens , entre Boston et Philadelphie . Un jour viendra où , vous France , vous Russie , vous Italie , vous Angleterre , vous Allemagne , vous toutes nations du continent , sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité , vous vous joindrez étroitement dans une unité supérieure , et vous constituerez la fraternité européenne , absolument comme la Normandie , la Bretagne , la Bourgogne , la Lorraine , l'Alsace , toutes nos provinces , se sont fondues dans la France . Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées . Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes , par le suffrage universel des peuples , par le vénérable arbitrage d'un grand sénat souverain , qui sera à l'Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre , ce que la Diète est à l'Allemagne , ce que l'Assemblée législative est à la France ! † Applaudissements.) Un jour viendra où l'on montrera un canon dans les Musées comme on y montre aujourd'hui un instrument de torture , en s'étonnant que cela ait pu être ! (Rires et bravos.) Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses , les Etats-Unis d'Amérique , les Etats-Unis d'Europe (Applaudissements) , placés en face l'un de l'autre , se tendant la main par-dessus les mers , échangeant leurs produits , leur commerce , leur industrie , leurs arts , leurs génies , défrichant le globe , colonisant les déserts , améliorant la création sous le regard du Créateur , et combinant ensemble , pour en tirer le bien-être de tous , ces deux forces infinies , la fraternité des hommes et la puissance de Dieu .

Et ce jour-là , il ne faudra pas quatre cents ans pour l'amener , car nous vivons dans un temps rapide , nous vivons dans le courant d'événements et d'idées le plus impétueux qui ait encore entraîné l'humanité , et , à l'époque où nous sommes , une année fait parfois l'ouvrage d'un siècle . (Très-bien !)

Et Français , Anglais , Belges , Allemands , Russes , Slaves , Européens , Américains , qu'avons-nous à faire pour arriver le plus tôt possible à ce grand jour ? Nous aimer . (Applaudissements.)

(M. Victor Hugo énumère ensuite les dépenses énormes que la crainte de la guerre a occasionnées en trente années de paix . On a tenu sur pied , en Europe , près de deux millions d'hommes , et dépensé , en trente ans , la somme de 128 milliards pour se préparer à la guerre qui ne venait pas , et l'on n'a pas vu les révolutions qui arrivaient . En donnant un emploi productif à cette somme , n'aurait-on pas pu prévenir un danger plus réel et plus sérieux que celui de la guerre , le danger de la misère , cause incessante des révolutions ?)

Messieurs , a continué l'éloquent orateur , ne désespérons pas pourtant . Au contraire , espé-

rons plus que jamais ! Ne nous laissons pas effrayer par des commotions momentanées, secousses nécessaires peut-être des grands enfantements. Ne soyons pas injustes pour le temps où nous vivons ; ne voyons pas notre époque autrement qu'elle n'est. C'est une prodigieuse et admirable époque, après tout, et le dix-neuvième siècle sera, disons-le hautement, la plus grande page de l'histoire. Comme je vous le rappelais tout à l'heure, tous les progrès s'y révèlent et s'y manifestent à la fois, les uns amenant les autres : chute des animosités internationales, effacement des frontières sur la carte et des préjugés dans les cœurs, tendance à l'unité, adoucissement des mœurs, élévation du niveau de l'enseignement et abaissement du niveau des pénalités, domination des langues les plus littéraires, c'est-à-dire les plus humaines ; tout se meut en même temps, économie politique, sciences, industrie, philosophie, législation, et converge au même but, la création du bien-être et de la bienveillance, c'est-à-dire, et c'est là pour ma part le but auquel je tendrai toujours, extinction de la misère au dedans, extinction de la guerre au dehors. (Applaudissements.)

Oui, je le dis en terminant, l'ère des révolutions se ferme, l'ère des améliorations commence. Le perfectionnement des peuples quitte la forme violente pour prendre la forme paisible ; le temps est venu où la Providence va substituer à l'action désordonnée des agitateurs l'action religieuse et calme des pacificateurs.

Désormais, le but de la politique grande, de la politique vraie, le voici : faire reconnaître toutes les nationalités, restaurer l'unité historique des peuples, et rallier cette unité à la civilisation par la paix, élargir sans cesse le groupe civilisé, donner le bon exemple aux peuples encore barbares, substituer les arbitrages aux batailles ; enfin, ceci résume tout, faire prononcer par la justice le dernier mot que l'ancien monde faisait prononcer par la force.

Messieurs, je le dis en terminant, et que cette pensée nous encourage, ce n'est pas d'aujourd'hui que le genre humain est en marche dans cette voie providentielle. Dans notre vieille Europe, l'Angleterre a fait le premier pas, et par son exemple séculaire, elle a dit aux peuples : « Vous êtes libres. » La France a fait le second pas, et elle a dit aux peuples : « Vous êtes souverains. »

Maintenant, faisons le troisième pas, et tous ensemble, France, Angleterre, Belgique, Allemagne, Italie, Europe, Amérique, disons aux peuples : « Vous êtes frères ! » (Sensation vive. Sur un signal de M. Cobden, les membres du Congrès anglais et américains se lèvent et agitent leurs chapeaux et leurs mouchoirs en poussant les trois *cheers* britanniques : Hip ! hip ! hip ! hurrah ! etc.)

M. LE PRÉSIDENT. Votre Comité d'organisation, toujours pour ménager votre temps, a rédigé un règlement que je vais avoir l'honneur de vous soumettre. (Approbation.)

M. COQUEREL lit en français, et **M. HENRI RICHARD** en anglais les dispositions qui suivent :

Congrès des Amis de la Paix universelle. Session de 1849, à Paris.

RÈGLEMENT.

ART. 1^{er}. Le bureau se compose d'un président, de vice-présidents et de secrétaires élus par le Congrès.

ART. 2. Les membres du Congrès sont invités à signer la liste de présence à leur entrée dans la salle.

ART. 3. Toute proposition que voudraient faire un ou plusieurs membres doit être soumise à l'examen du bureau, qui décide de l'opportunité de sa communication au Congrès.

ne rêvent pas la conquête du monde, à quoi bon cinq cent mille hommes ? C'est faire vibrer un sentiment qu'on ne satisfait pas. C'est exciter le point d'honneur et le blesser en même temps. C'est un non-sens... Aujourd'hui, messieurs, les révolutionnaires, ce sont les gouvernements. Très-bien ! très-bien ! Les révolutionnaires, ce sont ceux qui entretiennent des armées si nombreuses. (Bravos sur tous les bancs.)

UNE VOIX : Ce n'est pas sérieux.

M. EMILE DE GIRARDIN : Ah ! ce n'est pas sérieux ? ce n'est pas sérieux de prendre l'argent le plus clair à de pauvres gens qui en ont si peu ? Ce n'est pas sérieux d'aller arracher des hommes à leur famille ? Quoi ! vous arrachez un homme à sa profession, vous le tenez pendant cinq ans sous les drapeaux, et vous le rendez ensuite à la société, sans aucun dédommagement ! Quoi ! vous arrachez le jeune Français de sa commune pour en faire un instrument de révolution, et vous dites que ce n'est pas sérieux ? Eh bien ! moi, je vous le dis à mon tour, s'il y a quelque chose qui soit sérieux au monde, c'est cela. (Oui ! oui !—Approbation.)

Vous ne savez donc pas tous les efforts que l'on fait pour échapper à ce service militaire en temps de paix, je dis en temps de paix, parce qu'il faut le proclamer à l'honneur de notre pays, tout prend un autre aspect quand la guerre éclate ; quand la guerre éclate, la France ne manque jamais de soldats qui s'enrôlent.

Pourquoi la France est-elle obligée de protéger son industrie par des tarifs excessifs ? Parce qu'une fausse politique a détourné de la richesse publique les éléments nécessaires à son développement... (Applaudissements.) Si on n'avait pas diverti six milliards pour des dépenses stériles, si nous avions laissé deux milliards seulement pour les dernières années au maintien de notre force militaire, et si quatre milliards avaient été employés à exécuter des travaux nécessaires, à doter des institutions de crédit, à ouvrir à l'ouvrier le crédit, le véritable droit au travail, la question de l'industrie française serait résolue ; nous pourrions, à travers le canal, donner la main à l'Angleterre ; je pourrais placer ma main dans celle de Cobden, notre industrie n'aurait point à redouter de rivale au monde....

J'entends dire que les efforts faits par ce Congrès ne peuvent pas aboutir, à cause de la résistance des gouvernements. Mais les gouvernements ne sont plus la tête du mouvement, ils sont remorqués. (Vifs et nombreux applaudissements.)

Insistons, messieurs, sur cette nécessité du désarmement ; faisons appel, non pas aux passions, mais aux idées, aux intérêts ; ramenons tout aux chiffres, à la bourse du contribuable ; c'est là le point sensible. (Rires. — Très-bien !) Et en ramenant tout à ce point, soyez convaincus que nous verrons bientôt triompher cette grande question que je regrette d'avoir traitée d'une manière si incomplète. (Applaudissements.)

(Au moment où l'orateur quitte la tribune, trois hurrahs sont poussés en son honneur.)

M. EWART, membre du Parlement, vice-président du Congrès de Bruxelles : (Applaudissements.)

(L'honorable membre, qui s'exprime en français, s'élève contre l'abus des armements.)

A quoi nous servirait, dit-il, de prêcher les doctrines de la paix, si nous continuions à suivre dans la pratique les tendances de la guerre ? Nous fermons le temple de Janus, mais, en même temps, nous fortifions ses murailles avec du canon. Soyons donc logiques et pratiques, et réduisons notre appareil militaire et naval. Est-ce que la puissance réelle d'une nation se trouve dans ses arsenaux ? N'est-elle pas bien plutôt dans son commerce, dans ses manufactures, dans son capital ? Quel pays peut avoir, en cas de guerre, la marine militaire la plus considérable ? N'est-ce pas celui qui possède le plus grand nombre de steamers à l'usage du commerce ? La France n'a pas su développer encore autant que les Etats-Unis et l'Angleterre les éléments de puissance et de prospérité, dont elle dispose ; mais il faut espérer qu'elle ne demeurera pas plus longtemps en retard.—On vous l'a dit déjà, le peuple anglais n'est pas l'ennemi du peuple français, quoique naguère on ait pu appliquer à nos deux pays ce vers de Virgile sur la rivalité de Carthage et de Rome.

Littora littoribus contraria, fluctibus undæ,
Arma armis.

Mais le temps est venu où la mer qui nous séparait ne doit plus servir qu'à nous unir. Permettez-moi de citer à ce propos les paroles d'un homme qui passait pour être l'ennemi de la France, je veux parler de M. Pitt. Dans son discours sur le traité de commerce de 1787, M. Pitt niait énergiquement « que la France dût être considérée comme l'ennemie naturelle de l'Angleterre. Son esprit répugnait à accepter cette idée. Il la regardait comme monstrueuse et absurde. Une supposition semblable, ajoutait-il, n'est fondée ni sur l'expérience de l'histoire, ni sur la condition naturelle de l'homme. Elle implique l'existence d'une malignité diabolique dans la nature humaine.

(M. Ewart déclare qu'il n'a pas une grande confiance dans les unions diplomatiques qu'il qualifie d'*unions sur le papier*.)

C'est l'union des peuples qu'il faut cimenter, dit-il. N'avons-nous pas, inscrits sur nos cartes du Congrès, ces vers de votre immortel Béranger ?

Peuples, formez une sainte alliance
Et donnez-vous la main.

Et permettez-moi de citer aussi, en terminant, quelques vers d'un de nos poètes écossais, Burns, qui semble avoir devancé la pensée de Béranger.

Prions, prions pour qu'arrive bientôt,
Comme il doit arriver, ce jour
Où, sur toute la surface du monde,
L'homme sera un frère pour l'homme.

(Applaudissements.)

M. BASTIAT, représentant du peuple. (L'orateur est accueilli avec des applaudissements réitérés.)

Messieurs, notre excellent et savant collègue, M. Coquerel, nous parlait tout à l'heure de cette maladie cruelle dont la France est travaillée, le scepticisme. Elle est le fruit de nos révolutions sans issue, de nos entreprises sans résultats, et de ce torrent de projets visionnaires qui a envahi notre politique. J'espère que ce mal sera passager, et, en tous cas, je ne sais rien de plus propre à le guérir que le spectacle imposant que j'ai maintenant devant les yeux ; car si je considère le nombre et l'importance des hommes qui me font l'honneur de m'écouter, si je tiens compte qu'un grand nombre d'entre eux n'agissent pas en leur nom, mais au nom des villes et des provinces qui les ont délégués à ce Congrès, je n'hésite pas à dire que la cause de la paix réunit aujourd'hui dans cette assemblée plus de force religieuse, intellectuelle et morale, plus d'influence réelle qu'aucune autre cause quelconque n'en pourrait rassembler autour d'elle sur aucun point du globe. Oui, c'est là un grand et magnifique spectacle, et je ne crois pas que le soleil en ait jamais éclairé de semblable. Voici des hommes qui ont traversé l'Atlantique ; d'autres ont abandonné en Angleterre de vastes entreprises ; d'autres encore ont quitté le sol tremblant de l'Allemagne ou les paisibles terres de la Hollande et de la Belgique. Paris est leur rendez-vous. Et qu'y viennent-ils faire ? Sont-ils attirés par la cupidité, la vanité ou la curiosité, ces trois moteurs auxquels on a coutume d'attribuer les actions des fils d'Adam ? Non, ils viennent, poussés par l'espoir de réaliser du bien pour l'humanité, les yeux bien ouverts sur les difficultés de l'entreprise, et sachant qu'ils ne travaillent pas pour eux-mêmes, mais au profit des générations futures. Hommes de dévouement et de foi, soyez les bienvenus sur cette terre de France. La foi est contagieuse comme le scepticisme. Mon pays ne vous fera pas défaut ; lui aussi apportera son tribut à votre généreuse entreprise. (Applaudissements.)

(L'orateur s'attache à développer cette pensée, que, dans l'état actuel des esprits en France et en Europe, on ne peut compter sur l'ordre intérieur si l'on n'égalise pas les charges entre les citoyens. Il prouve que l'égalité des charges est incompatible avec certains impôts très-productifs ; que l'on ne saurait abolir les impôts que par le désarmement ; d'où il conclut que le désarmement est la seule garantie de l'ordre intérieur aussi bien que de la paix extérieure. Après cette démonstration, l'orateur poursuit ainsi :)

J'ai prononcé le mot *désarmement*. Certes, c'est l'objet de nos vœux universels. Et cependant, par une de ces contradictions inexplicables du cœur humain, je suis sûr qu'il ne manque pas de personnes, tant en France qu'en Angleterre, qui le verraient réaliser avec peine. Que deviendrait, diraient-elles, notre *prépondérance*? Consentirions-nous à perdre cette influence que nous avons acquise comme grande et puissante nation? O illusion fatale! Étrange interprétation des mots! Eh quoi! les grandes nations n'exercent-elles d'influence que par les canons et les baïonnettes? Est-ce que l'Angleterre ne doit pas son influence à son industrie, à son commerce, à sa richesse, à l'exercice de ses antiques et libres institutions? Est-ce qu'elle ne la doit pas surtout à ces gigantesques efforts que nous lui avons vu faire, avec tant de persévérance et de sagacité, pour réaliser le triomphe de quelques grands principes, tels que la liberté de la presse, l'extension des franchises électorales, l'émancipation catholique, l'abolition de l'esclavage, la liberté du commerce?

C'est par de tels exemples, j'ose le dire, que l'Angleterre exercera ce genre d'influence qui n'entraîne à sa suite ni désastres, ni haines, ni représailles, qui n'éveille d'autres sentiments que ceux de l'admiration et de la reconnaissance. Et quant à mon pays, je suis fier de le dire, il possède d'autres sources et de plus pures sources d'influence que celle des armes. Que dis-je? celle-ci pourrait être contestée, si l'on pressait la question et si l'on mesurait l'influence aux résultats. Mais ce qui ne peut être contesté, ce qu'on ne peut nous enlever, c'est l'universalité de notre langue. L'éclat incomparable de notre littérature, le génie de nos poètes, de nos philosophes, de nos historiens, de nos romanciers et même de nos feuilletonistes, le dévouement de nos patriotes. La France doit son influence à cette chaîne non interrompue de grands hommes qui commence à Montaigne, Descartes, Pascal, et passant par Bossuet, Voltaire, Montesquieu, Rousseau, n'ira pas se perdre, grâce au Ciel, dans la tombe de Chateaubriand. Oh! que ma patrie ne craigne pas de perdre son influence tant que son sol sera capable de produire ce noble fruit qu'on nomme le *génie*, qu'on rencontre toujours du côté de la liberté et de la démocratie. Et en ce moment même, mes frères, vous qui êtes nés sous d'autres cieux et parlez une autre langue, ne voyez-vous pas toutes les illustrations de mon pays s'unir à vous pour le triomphe de la paix universelle? Ne sommes-nous pas présidés par ce grand et noble poète qui a eu la gloire et le privilège d'entraîner toute une génération dans les voies d'une littérature renouée? Ne déplorons-nous pas l'absence d'un autre poète orateur, à l'intelligence puissante, au noble cœur, qui, j'en suis sûr, regrette autant de ne pouvoir élever sa voix parmi nous, que nous regrettons de ne pas l'entendre? N'avons-nous pas emprunté à notre chansonnier ou plutôt à notre barde national notre touchante devise? (Applaudissements.)

Ne comptons-nous pas dans nos rangs cet infatigable et courageux publiciste qui n'a pas attendu votre présence ici pour mettre au service de la non-intervention absolue l'immense publicité qu'il a su créer et la grande influence dont il dispose? Et n'avons-nous pas, parmi nous, des ministres de la religion chrétienne? (Applaudissements.) Au sein de cette illustre galerie, permettez-moi de réclamer une humble place pour mes frères en économie politique; car, messieurs, je crois sincèrement qu'aucune science n'apportera à la cause de la paix un contingent plus précieux. La religion et la morale ne cherchent pas si les intérêts humains sont entre eux harmoniques ou antagoniques. Elles disent aux hommes: « Vivez en paix, que cela vous soit profitable ou nuisible, car c'est votre devoir. » L'économie politique intervient et ajoute: « Vivez en paix, car vos intérêts sont harmoniques, et l'antagonisme apparent qui vous met souvent les armes à la main est une grossière erreur. » Sans doute, ce serait un noble spectacle de voir les hommes réaliser la paix aux dépens de leurs intérêts. Mais, pour qui connaît la faiblesse de notre nature, il est consolant de penser que l'Intérêt et le Devoir ne sont pas des forces hostiles, et le cœur se repose avec confiance dans cette maxime: Cherchez d'abord la justice, le reste vous sera donné par surcroît. (Applaudissements.)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Richard Cobden. Toute l'Assemblée se lève et fait longtemps retentir la salle de ses bravos et de ses hurrahs.

M. CORDEN (lisant en français, lorsque le calme est rétabli) :

Je me joins de tout mon cœur au vœu exprimé par un des précédents orateurs en faveur d'une langue universelle; cependant je ne puis me défendre d'une crainte. Ne s'élèvera-t-il pas une terrible dispute, même parmi les amis de la paix, sur la question de savoir lequel prévaudra des mille dialectes qui se partagent le monde, et des océans d'encre ne seront-ils pas répandus avant que cette question préalable soit décidée? (Rires.—Adhésion.)

En attendant, laissons donc chacun jouir paisiblement de sa syntaxe et de son dictionnaire. (Rires.—Applaudissements.)

Sous cette réserve, et me rappelant que je suis dans la capitale de la France, je m'en remets entièrement à l'urbanité traditionnelle d'un auditoire parisien, et je me hasarde à lui adresser quelques mots en français boiteux, plutôt que de me rendre coupable, même en matière de langage, d'un acte d'intervention étrangère. (Rires et bravos.)

Après tout ce qui a été dit, et si bien dit, par les éloquents orateurs qui ont parlé avant moi, je ne crois pas devoir rien ajouter aux considérations générales qui vous ont été présentées. Mais je désire appeler votre attention sur la manière dont les forces militaires ont été accrues par les gouvernements de France et d'Angleterre, dans un triste sentiment de rivalité et de défiance.

Je ne parle ici que de ce qui concerne nos marines respectives et la défense de nos côtes, car nous ne prétendons nullement vous égarer en ce qui touche l'armée de terre. Ne prenez pas l'alarme, monsieur le président, je n'enfreindrai pas cette sage disposition du règlement du Congrès qui interdit toute allusion à la politique du jour. (Rires.)

Malheureusement, mes récriminations remontent à bien des années en arrière, impliquent plusieurs ministères, dans les deux pays, et les gouvernements actuels doivent être ici exonérés de toute responsabilité en ces matières. (Très-bien!)

Pendant les treize dernières années, nous n'avons cessé, des deux côtés du détroit, d'accroître notre marine, d'ajouter à la défense de nos côtes, de creuser de nouveaux bassins de construction, et de nouveaux ports de refuge. La quille d'un vaisseau de ligne n'a pas été plutôt posée à Brest que le marteau commence à résonner à Portsmouth. (Rires.)

Une nouvelle forge ne souffle pas à Cherbourg qu'aussitôt l'étincelle ne jaillisse d'une nouvelle enclume à Plymouth, et réciproquement. La conséquence a été que la dépense de nos marines s'est accrue de 50 pour 100 en temps de paix. (Nouvelle hilarité.)

Ma première objection à ce système est sa suprême folie. (Rires.—Très-bien!) Car, lorsque les deux pays augmentent dans la même proportion leurs forces navales, ni l'un ni l'autre ne gagne au changement, et le résultat est une perte sèche égale au montant de l'accroissement. (Très-bien!)

Ma seconde objection s'adresse à son extrême hypocrisie! Car en même temps que ces armements grossissaient d'année en année sous nos yeux, nos cabinets respectifs ne cessaient d'échanger les assurances de la plus franche et cordiale amitié. (Rires et bravos.)

S'il y avait quelque sincérité et quelque vérité au fond de ces démonstrations, où donc était la nécessité de tant de vaisseaux en mer et de tant de forts sur nos côtes? Un homme, à moins d'être fou, ne se revêt pas d'armes offensives et défensives au milieu de ses amis. (Rires.)

Mais ma plus grande objection contre ces grands armements, c'est qu'ils tendent à exciter de dangereuses animosités entre les peuples, à perpétuer la crainte, la haine, le soupçon, passions qui, un jour ou l'autre, cherchent instinctivement leur satisfaction dans la guerre. (Applaudissement.)

Et c'est là le motif pour lequel le Congrès désire, dans les termes de la motion qui nous est soumise, amener les nations à un système de désarmement simultané.

Et maintenant, comment atteindrons-nous ce résultat? Il y a un moyen, c'est d'enseigner à nos gouvernements respectifs ce petit problème arithmétique, que, dans les temps passés du moins, ils semblent toujours avoir ignoré, à savoir, que si deux nations, en temps de paix, ont un armement donné, comme, par exemple, six, elles ne seraient pas relativement moins

fortes, en réduisant de part et d'autre cet armement à trois, ou même en désarmant complètement. (Applaudissements.)

Mais nous, contribuables de France ou d'Angleterre, nous reconnaitrions au poids de nos poches qu'il y a une immense différence. (Rires.)

Ne nous laissons cependant pas aller à l'illusion de croire que nous enseignerons facilement cette petite leçon d'arithmétique à nos gouvernements.

Je parle d'après une longue expérience, quand je dis qu'il n'y a pas d'hommes plus durs à apprendre que les hommes d'Etat de profession. (Rires. — Très-bien !) Ils sont en général si dominés par la routine et si pleins de leur propre mérite, qu'ils comprennent à grand'peine qu'aucune sagesse puisse exister, si ce n'est celle qui rayonne de leurs bureaux. Croyez-vous qu'ils prendront en grande considération les avis émanés de ce Congrès ? Oh ! bien au contraire, et, en ce moment même, j'en suis sûr, ils se rient de nous, nous traitent d'utopistes, de théoriciens et de rêveurs.

Et pourtant, il y a dans les résultats de leurs systèmes, au point de vue financier, de quoi les rendre plus modestes. (Nouveaux rires d'adhésion.) Je m'adresse aux gouvernements de l'Europe, et je leur demande : Pouvez-vous continuer votre système financier pendant dix ans encore ? Tous, peut-être à une exception près, doivent répondre : Non. Donc, est-ce une chose si utopique de la part de ce Congrès d'attirer leur attention sur ce gouffre qui, de leur aveu, est béant devant eux ; de les avertir que le danger d'un désastre financier qu'ils perdent de vue, est plus imminent que celui d'une invasion extérieure, contre laquelle ils se pouvoient avec tant de diligence ? (Bravos.)

Ainsi, même à ce point de vue financier, le moins élevé de tous ceux qu'on peut faire valoir, vous êtes justifiés aux yeux du monde pour avoir fondé ce Congrès des nations. Certes, il était temps que l'opinion publique intervint, et les hommes qui, dans ces temps difficiles, sont chargés du gouvernement des nations, devraient sincèrement vous remercier de ce que, en vous *donnant la main* par-dessus l'Atlantique et la Manche, vous avez facilité un désarmement également exigé par tous les principes d'humanité et de politique intelligente. (Applaudissements et hurrahs prolongés.)

M. LE PRÉSIDENT met aux voix la résolution en discussion, qui est adoptée dans ces termes :

« II. — Il est utile d'appeler l'attention de tous les gouvernements sur la nécessité d'entrer, par une mesure générale et simultanée, dans un système de désarmement, afin de réduire les charges des Etats, et en même temps faire disparaître une cause permanente d'inquiétude et d'irritation entre les peuples. »

Personne ne se lève à la contre-épreuve. (Applaudissements.)

M. LE PRÉSIDENT. Nous mettrons demain en discussion la troisième et la quatrième résolution qui sont dans le programme ; mais comme il est probable que le Congrès n'aura pas plus de trois séances, votre bureau vous propose de voter sur les cinquième, sixième et septième propositions qui ne paraissent pas susceptibles de soulever de controverse.

M. JOSEPH STURGE répète cette explication en anglais.

Le Congrès ne semble adhérer qu'à regret à ces propositions ; plusieurs membres ayant espéré parler sur ces divers points.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix les trois résolutions suivantes, qui sont adoptées à l'unanimité :

APRÈS LE CONGRÈS.

Le déjeuner à Versailles. — Soirées. — Visite à M. le président de la République.

On lit dans le *Journal des Economistes* du 15 septembre 1849 :

« Le lendemain, les membres du Congrès de la paix ont été invités à la soirée du ministre des affaires étrangères, et le lundi suivant on a fait jouer tout exprès pour eux les grandes eaux de Versailles et de Saint-Cloud. MM. Cobden et John Scoble ont été invités aussi à un dîner chez M. Passy, ministre des finances, avec quelques membres de la Société d'économie politique. Enfin, M. Emile de Girardin a terminé ces fêtes en donnant une somptueuse soirée aux Amis de la paix. Chez M. de Tocqueville, ministre des affaires étrangères et chez M. de Girardin, la variété et le laisser-aller des toilettes formaient un assez piquant contraste avec le formalisme accoutumé et un peu banal des réceptions et des soirées ordinaires.

« A Versailles, un déjeuner improvisé a été donné par les délégués anglais aux délégués américains dans la fameuse salle du Jeu de Paume. M. Cobden, qui présidait, a dit à ses compatriotes, aux délégués des Etats-Unis, du Canada et des autres pays, combien ils avaient tous à se réjouir de la manière flatteuse dont ils ont été reçus en France par la population et par le gouvernement, ainsi que du succès obtenu par le Congrès. Tous ont applaudi de bon cœur aux paroles de l'illustre orateur. Après lui, plusieurs Américains, qui n'avaient point été entendus au Congrès, ont prononcé quelques mots bien sentis, et, avec cette parole honnête, digne et convaincue qui a surtout frappé chez ces honorables visiteurs. Nous avons entendu M. Elihu Burritt : au son de cette voix douce et plaintive, à la vue de cette figure calme et inspirée, nous avons pu nous représenter ces hommes de la primitive Eglise, qui marchaient devant eux, sans regarder les obstacles, et passionnaient les masses à force de simplicité, de courage et de dévouement. Afin de témoigner aux délégués, qui sont venus des rives du Saint-Laurent et du Mississipi pour assister au Congrès de la paix, toute la gratitude qu'ils méritent, il leur a été distribué à chacun un exemplaire de la Bible en très-petit format. Ce souvenir, touchant à plus d'un titre, a paru leur faire le plus grand plaisir, et ils ont manifesté leur reconnaissance par des paroles très-chaleureuses et très-sympathiques. Les membres du Congrès de la paix n'ont pas appris sans émotion qu'ils étaient dans une salle à laquelle se rattache un des plus grands faits de notre histoire, et dont la physionomie ne semble pas avoir beaucoup changé depuis. En voyant quelques-uns de ces orateurs avec leur costume sévère et l'ancien habit à la française, parler en tenant un livre d'une main et en s'appuyant de l'autre sur une petite table, nous nous sommes rappelé cette célèbre Assemblée du tiers Etat et la belle figure de Bailly lisant la protestation historique. »

Conformément à la décision du Congrès, le bureau demanda audience à M. le

président de la République pour déposer entre ses mains la série des résolutions adoptées dans la session de 1849.

La députation se composait de M. Victor Hugo, représentant du peuple et président du Congrès de la paix, de M. Charles Hindley, membre du Parlement anglais, Auguste Visschers, président du Congrès de Bruxelles, Suringar d'Amsterdam, de Cormenin, conseiller d'Etat, Deguerry, curé de la Madeleine, Emile de Girardin, le docteur Carové d'Heidelberg, Ziegler et Joseph Garnier. M. le président de la République s'entretint longtemps avec ces messieurs des conditions et des possibilités d'un désarmement simultané chez les principales nations et des avantages nombreux qui en résulteraient pour les finances, l'industrie, le bien-être, la moralité et la tranquillité des populations. M. le président de la République répéta plus d'une fois qu'il appelait de tous ses vœux le moment où il serait possible de ne plus entretenir un effectif aussi lourd. Ce fut MM. Victor Hugo et de Girardin qui soutinrent surtout la conversation avec M. le président de la République.

M. Victor Hugo remit d'abord au président copie des résolutions votées par le Congrès, et lui exprima ensuite avec beaucoup de dignité combien des manifestations de cette nature répondaient, de nos jours, aux véritables besoins des populations, et servaient les gouvernements eux-mêmes, en préparant l'opinion publique à des réformes sans lesquelles la paix du monde ne cesserait pas d'être troublée. Les rêveurs, les *poètes*, dit-il à M. le président, ce sont ceux qui prêchent et vous conseillent la politique et les systèmes de paix armée; les hommes *positifs*, ce sont ceux qui, comme nous, viennent vous affirmer que si le neveu du plus grand homme de guerre est appelé à jouer un beau rôle dans notre pays, c'est en travaillant efficacement à l'affermissement de la paix.

Les gouvernements sont dans l'absolue nécessité d'entrer dans la voie du désarmement. Pour rétablir l'équilibre dans les finances de la France, il faut choisir entre une forte réduction dans les dépenses de l'armée ou l'établissement de nouveaux impôts excessivement impopulaires. Tous les gouvernements, en général, doivent opter, dans un avenir prochain, entre un désarmement ou la banqueroute.

M. Em. de Girardin cita les sommes que la France a à payer seulement pour son armée et sa dette publique. Il insista sur les observations de M. Victor Hugo, en montrant l'insuffisance des mesures proposées par le gouvernement pour rétablir l'équilibre entre les dépenses et les recettes.

M. le président reconnut qu'il était urgent d'entrer dans une voie de réduction de l'armée; mais, selon lui, le moment n'était pas encore venu : l'état de l'Europe, les dernières agitations de la France y mettaient un obstacle.

M. Visschers fit alors observer quel était le secours que les Congrès et les Sociétés de la paix pouvaient prêter aux gouvernements, en éclairant les populations sur leurs véritables intérêts, et en favorisant l'éducation populaire. Les gouvernements, à l'envi, renchérissement sur leurs dépenses militaires; la France est le pays dont les habitants sont les plus guerriers; c'est à elle de montrer l'exemple d'un système qui sera bientôt suivi partout.

M. Hindley exposa le succès toujours croissant, en Angleterre, des idées proposées par les Amis de la Paix. L'alliance entre la France et l'Angleterre assurera la paix du monde, en même temps que le désarmement sera pour ces deux puissances une source de bien-être pour leur industrie et leur commerce.

M. le président de la République s'entretint encore avec les divers membres de

la députation ; et il s'informa de M. Richard Cobden, qu'il n'apercevait pas parmi les personnes présentes.

Avant que la députation se retirât, MM. Hindley et Visschers remercièrent le président de l'accueil que le gouvernement avait fait aux délégués et aux visiteurs étrangers : tous ont emporté de leur visite, dirent-ils, une haute idée de la grandeur de la France, de l'aménité de ses habitants et de la bienveillance de son gouvernement.

TROIS MEETINGS DES AMIS DE LA PAIX

A LONDRES, BIRMINGHAM, MANCHESTER.

(Les 30 et 31 Octobre et 1^{er} Novembre 1849.)

I. — Londres.

Comme l'année dernière, après le premier Congrès de la paix tenu à Bruxelles, les Amis de la Paix d'Angleterre ont voulu rendre compte, dans de grands meetings, du Congrès tenu à Paris, et montrer à une députation de Français l'esprit des populations au delà de la Manche.

A ce sujet, des invitations réitérées ont été adressées aux membres du bureau et du Comité d'organisation du Congrès de Paris, ainsi qu'à tous ceux qui avaient été jaloux de juger par eux-mêmes des sentiments de nos voisins. La situation politique était à la fin du mois fort tendue, et plusieurs des personnages spécialement et nominativement invités, tels que MM. Victor Hugo, Coquerel, Francisque Bouvet, représentants du peuple, et M. Emile de Girardin, rédacteur en chef de la *Presse*, n'ont pu se rendre en Angleterre. M. Michel Chevalier, fort éloigné de Paris, M. de Cormenin, retenu par le Conseil d'Etat, M. l'abbé Deguerry, retenu par ses devoirs religieux à l'époque de la Toussaint, et M. de Lamartine, retenu par une affection rhumatismale, n'ont également pu répondre à l'appel qui leur était fait. La députation française s'est donc trouvée réduite à M. Horace Say, conseiller d'Etat, membre du Conseil général de la Seine, à M. Frédéric Bastiat, représentant du peuple, à M. Joseph Garnier, professeur à l'Ecole des Ponts et Chaussées et secrétaire du Congrès de la Paix de Paris, auxquels se sont réunis M. Guillaumin, directeur du *Journal des Economistes*, MM. Guillemin et Potonié, négociants, M. Léon Say, petit-fils de l'illustre économiste. D'autres Français ont, du reste, pu constater avec quel enthousiasme cette députation a été accueillie en Angleterre. Dans l'auditoire se trouvait M. J. Lechevalier, qui n'a pu s'empêcher d'être ému du « magnifique spectacle » auquel il assistait, et de dire dans la *République*, journal quotidien dont il est le correspondant, « que malgré les calomnies de quelques organes de la presse anglaise, les sympathies en faveur de la France étaient évidentes. » A Birmingham, à Manchester, il y avait aussi des Français, des industriels, des artistes, des ouvriers

sur cette proposition : « Que l'appel aux armes, pour résoudre les différends internationaux, est un usage que condamnent à la fois la religion, la raison, la justice, l'humanité et l'intérêt des peuples. » — Ce concours a été jugé par une Commission que l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique a choisie dans son sein.

La discussion s'ouvrira ensuite sur une série de résolutions proposées par le Comité provisoire, et relatives :

A la solution des différends entre les nations par voie d'arbitrage ;

A la convocation, dans un temps prochain, d'un Congrès des nations chargé de rédiger le Code des rapports internationaux ;

A la nécessité d'un désarmement général, progressif et simultané ;

A la destruction des causes de guerre par une série de mesures politiques et économiques, telles que le développement des voies de communication, l'extension de la réforme postale, la réduction des dépenses publiques, la réforme universelle des tarifs, la multiplication des Sociétés de la Paix, les progrès de l'éducation morale et de l'instruction, la mise en accord de l'enseignement public avec les besoins publics, l'uniformité des monnaies, des mesures, etc., etc.

Les orateurs ne seront point admis à discuter en faveur de la guerre. Tout membre, par cela seul qu'il fait partie du Congrès, admet en principe, que l'appel aux armes pour résoudre les difficultés internationales est condamné par la religion, la philosophie, la morale et l'économie politique, c'est-à-dire qu'il est contraire à tous les intérêts de l'humanité. Le bureau du Congrès ne permettra la discussion que sur les *moyens* d'abolir la guerre et d'en remplacer le barbare usage par des moyens rationnels de régler les différends entre les nations.

V. — Résolutions adoptées par le Congrès de la paix de Paris.

Les résolutions suivantes ont été adoptées par le Congrès, dans les mêmes termes que les avait arrêtées, la veille, un Comité auquel avaient assisté MM. Cobden, Visschers, Richard, Burritt, J. Scoble, Joseph Cooper, Francisque Bouvet, Coquerel, Cormenin, Victor Hugo, Joseph Garnier, etc.

Le recours aux armes étant un usage condamné par la religion, la morale, la raison, l'humanité, c'est pour tous les hommes un devoir et un moyen de salut de rechercher et d'adopter les mesures propres à amener l'abolition de la guerre ; et les amis de la paix universelle, réunis à Paris les 22, 23 et 24 août en congrès, ont émis les vœux suivants :

I. La paix pouvant seule garantir les intérêts moraux et matériels des peuples, le devoir de tous les gouvernements est de soumettre à un arbitrage les différends qui s'élevaient entre eux, et de respecter les décisions des arbitres qu'ils auront choisis.

II. Il est utile d'appeler l'attention de tous les gouvernements sur la nécessité d'entrer, par une mesure générale et simultanée, dans un système de désarmement, afin de réduire les charges des Etats et en même temps faire disparaître une cause permanente d'inquiétude et d'irritation entre les peuples.

III. Le Congrès recommande à tous les Amis de la paix de préparer l'opinion publique, dans leurs pays respectifs, à la formation d'un Congrès des nations, dont l'unique objet serait la rédaction de lois internationales et la constitution d'une Cour suprême à laquelle seraient soumises toutes les questions qui touchent aux droits et aux devoirs réciproques des nations.

IV. Le Congrès réprouve les emprunts et les impôts destinés à alimenter des guerres d'ambition et de conquête.

V. Le Congrès recommande à tous ses membres de travailler, dans leurs pays respectifs, à faire disparaître, et par une meilleure éducation de la jeunesse, et par toute autre voie, les préjugés politiques et les haines héréditaires qui ont été si souvent causes de guerres désastreuses.

VI. Le Congrès adresse la même invitation à tous les ministres des cultes revêtus de la sainte mission de nourrir les sentiments de concorde parmi les hommes; ainsi qu'aux divers organes de la presse qui agit si puissamment sur le développement de la civilisation.

VII. Le Congrès fait des vœux pour le perfectionnement des voies de communication internationale, pour l'extension de la réforme postale, pour la généralisation des mêmes types de poids, de mesures et de monnaies, pour la multiplication des Sociétés de la paix qui seraient appelées à correspondre entre elles.

VIII. Le Congrès décide que son Bureau est chargé de rédiger une adresse à tous les peuples, de porter les vœux de la réunion à la connaissance des gouvernements, et d'en remettre spécialement une minute entre les mains de M. le président de la République française.